

Introduction

« L'URSS et presque tous les États et sociétés construits sur son modèle [...] se sont si complètement effondrés, ne laissant qu'un paysage de ruines matérielles et morales, qu'il est évident aujourd'hui que l'échec devait être inscrit dans l'entreprise dès le début. »

Eric Hobsbawm, *Franc-Tireur*.

En 1998, la revue *L'Histoire* publiait un numéro spécial sous un titre audacieux, *Le Siècle communiste*, à la pertinence à première vue discutable : le communisme n'a joué un rôle majeur au cours du XX^e siècle que sur une partie de la planète, pour l'essentiel l'Europe continentale, Russie comprise, et la Chine avec son espace proche. Toutefois, il a indirectement exercé une forte influence sur le reste de l'humanité, en particulier sur les pays anglo-saxons, par la peur qu'il a suscitée et l'importance des moyens mobilisés pour le combattre. Par un phénomène en miroir, l'anticommunisme a en effet occupé à l'échelle mondiale une place considérable tout au long du siècle, certes inégale selon les périodes et les zones, mais qui a sensiblement amplifié la portée historique du phénomène communiste. Peut-on alors conclure que le communisme a été le fil rouge qui traverse le « court XX^e siècle », lui donnant la signification d'une « guerre civile idéologique internationale » [Eric Hobsbawm, 2003] commencée en 1917 et s'achevant en 1991 ? Répondre par l'affirmative revient à considérer que, si la Première Guerre mondiale a été l'incontestable matrice du XX^e siècle, la révolution bolchevique et le communisme lui ont donné son axe directeur. Depuis la fin des années 1990, cette interprétation alors dominante a perdu du terrain au profit de la vision d'un siècle-monde qui s'est construit dans le prolongement de la révolution industrielle et dont le développement se poursuit encore aujourd'hui. Cette relative dévaluation du communisme comme facteur historique central ne remet cependant pas en cause son rôle d'acteur majeur du siècle passé, et pose aussi l'hypothèse de son avenir. De ce constat, mis en regard de l'effondrement brutal de la majeure partie du monde communiste dans la période 1989-1991, découlent quelques énigmes :

pourquoi a-t-il pu susciter autant de ralliements et de sympathies dans les élites intellectuelles et scientifiques ? Comment a-t-il pu entraîner l'adhésion de masses humaines aussi considérables et aussi diverses ?

Son ambition prométhéenne de créer une humanité nouvelle apporte le principal élément de réponse à la première question et partiellement à la seconde. Trotski a donné un résumé saisissant de cette mission extraordinaire que s'est attribué le communisme : « Qu'est ce que l'homme ? Il n'est en aucune façon un être achevé ou harmonieux [...] Produire "une version améliorée", nouvelle, de l'homme : telle est la tâche future du communisme¹ [...] La forme que revêtira le processus d'édification culturelle et d'auto-éducation de l'homme communiste développera au plus haut point les éléments vivants de l'art contemporain. L'homme deviendra incomparablement plus fort, plus sage et plus subtil. Son corps deviendra plus harmonieux, ses mouvements mieux rythmés, sa voix plus mélodieuse. Les formes de son existence acquerront une qualité puissamment dramatique. L'homme moyen atteindra la taille d'un Aristote, d'un Goethe, d'un Marx. Et, au-dessus de ces hauteurs, s'élèveront de nouveaux sommets². » Mais l'impact de cette idéologie messianique n'est pas suffisant pour répondre entièrement à la deuxième question, car la grande masse de ceux qui adhèrent au communisme, c'est-à-dire des ouvriers, surtout dans les pays industrialisés, et des paysans, surtout dans les pays pauvres, ne sont pas seulement, ou essentiellement, motivés par des considérations téléologiques, mais rallient un mouvement qui leur fournit des solutions simples et crédibles pour améliorer leur condition ou, dans les cas les plus extrêmes, pour espérer survivre. L'histoire du communisme ne peut donc être réduite à une histoire des idées, car les dimensions sociale et sociétale y occupent une place considérable. Cependant, cette histoire se déroule avant tout dans le domaine politique puisque le communisme s'est développé sous la forme de partis et, lorsqu'il est parvenu au pouvoir, sous la forme de parti-État. Vu sous ce dernier angle, le communisme apparaît d'abord comme une forme particulière de tyrannie, couramment qualifiée de totalitaire, mais également comme un facteur important des relations internationales et des principaux

1. Cité par Orlando Figes, *La Révolution russe, 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, Paris, Gallimard, 2009, p. 901.

2. Léon Trotski, *Littérature et Révolution*, Paris, UGE, 1971, p. 183.

phénomènes guerriers du XX^e siècle. Simultanément, il s'est affirmé comme une force animée par les principes universels de Liberté, d'Égalité, de Justice et de Paix. En ce sens, le communisme a été le grand paradoxe du XX^e siècle.

Pour cette raison, mais également par ses origines, sa trajectoire, son influence indéniable, le communisme a été et reste une grande source d'interrogations : pourquoi a-t-il réussi à apparaître dans certaines sociétés comme une solution d'émancipation alors qu'ailleurs il échouait à s'enraciner dans des contextes politiques et sociaux comparables ? Pourquoi la mystique communiste, assimilable à une religion d'athées, a-t-elle pu s'accompagner d'un froid réalisme dans la pratique politique, ainsi que du cynisme et d'une extrême violence dans l'exercice du pouvoir ? Comment faire la part entre la dimension sanglante du communisme et la mobilisation des plus grandes aspirations et des plus hautes vertus qui font aussi partie de son histoire ?

En regard de ces quelques questions, qui en engendrent une infinité d'autres, l'histoire du communisme est loin d'être close. L'accès à de nombreuses archives depuis le début des années 1990, en particulier celles du mouvement communiste, conservées à Moscou, des Affaires étrangères et des forces armées soviétiques, n'a ni pacifié, ni révolutionné l'historiographie du communisme. Elle a toutefois gagné en précision, réglé certaines questions longtemps débattues, tout en conservant un caractère passionnel, souvent lié à des enjeux post-guerre froide et avivé par une mémoire restée très sensible, tout particulièrement en France et dans les anciens pays communistes. Il est vrai que depuis la fin des années 1990, les travaux sur le communisme produits en France, longtemps les plus nombreux, ont connu une sensible décrue et un déficit de renouvellement [Laird Boswell, 2005]. À l'inverse, la production anglo-saxonne est restée importante et s'est développée dans les ex-pays communistes. Est-ce la profusion des publications, l'abondance des querelles et controverses historiographiques qui expliquent la première parution tardive, en 2007, d'une histoire générale du communisme, *Comrades. Communism: A World History*, écrite par l'historien britannique Robert Service ? Antérieurement de nombreux essais ont été consacrés à la question, ainsi que deux ouvrages collectifs en français, *Le Livre noir du communisme* (1997) et *Le Siècle des*

communismes (2000), construits autour d'une série de thématiques et qui ne visaient pas à traiter dans sa globalité le phénomène. Il est probable que la longue absence d'ouvrage de synthèse résulte surtout de la balkanisation historiographique qui caractérise l'étude du monde communiste, marquée par un relatif décalage entre recherches française et anglo-saxonne et plus encore par l'existence d'une série de champs particuliers, politique/social et sociétal/international/militaire/national ou zonal, qui tendent souvent à s'ignorer, au moins partiellement. Ces discordances ont ainsi favorisé la persistance d'importantes lacunes historiographiques. Ainsi, il n'existe aucune étude d'envergure sur le communisme et la question nationale, une relation dont l'importance est pourtant flagrante, ainsi que l'a justement souligné Régis Debray : « Toutes les révolutions communistes ont été des révolutions nationalistes, c'est la seule légitimité historique sur le long terme. C'est évident, qu'il s'agisse du Viêtnam, de Cuba...¹ ».

À l'inverse, l'historiographie du communisme est dominée par quelques thématiques qui ont cristallisé les controverses ou les polémiques pendant plusieurs décennies, voire pour certaines depuis 1917. C'est celle sur le totalitarisme qui s'est imposée dans la durée comme la grande pierre d'achoppement, en particulier parce qu'elle posait la question de la singularité du communisme, de son caractère pluriel, de sa parenté plus ou moins proche avec les régimes fascistes ou nazi. Corrélativement, un des enjeux de cette approche était d'apporter une solution aux causes de la terreur : s'agissait-il d'une nécessité fonctionnelle propre à l'État communiste ou d'un déterminisme engendré par le marxisme et sa réinterprétation léniniste ? L'approche du communisme comme phénomène totalitaire a connu une histoire complexe en raison du caractère plastique d'un concept à la fois heuristique (construire une typologie de régimes politiques) et idéologique (définir un régime condamnable irréductible à la démocratie)². En conséquence, l'acceptation du concept de totalitarisme et les disputes récurrentes qu'il provoque durant des décennies n'impliquent pas seulement les

.....
1. « Qu'est-ce que le communisme chinois ? », séminaire de la Fondation Res Publica, 22 février 2010.

2. Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 1992, p. 56.

historiens et passent par des étapes dont les caractéristiques sont largement déterminées par le contexte propre à chaque époque.

L'histoire de ce concept commence véritablement au cours des années 1930 avec la formation d'une analyse critique du stalinisme qui provient de plusieurs sources (libérale, chrétienne, communiste dissidente). La description du pouvoir de Staline faite par Trotski à la fin des années 1930 annonce les développements ultérieurs du concept : « "L'État, c'est moi" est presque une formule libérale en comparaison avec les réalités du régime totalitaire de Staline. Louis XIV ne s'identifiait qu'avec l'État [...] À la différence du Roi Soleil, Staline peut dire à bon droit : "La Société, c'est moi" ». » La guerre froide donne un nouvel élan aux travaux sur le totalitarisme, avec comme temps forts les publications d'Hannah Arendt (*Les Origines du totalitarisme*, 1951) et de Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski (*Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, 1956). Arendt considère que le totalitarisme, tant communiste que nazi, est un mouvement de destruction de la réalité et des structures sociales, « international dans son organisation, universel dans sa visée idéologique, planétaire dans ses aspirations politiques » qui visent à la domination totale, sans limites. Friedrich et Brzezinski distinguent six caractères distinctifs de l'État totalitaire à l'âge industriel et technologique : une idéologie contraignante, un parti unique de masse, un système de terreur, une économie centralisée, le monopole des armes et des moyens de communication et d'information. Hors de la mouvance communiste, ces travaux ne sont guère contestés à quelques exceptions près, la plus notable émanant de Karl Schmitt (*Théorie du Partisan*, 1963).

Dans les années 1970, « l'école révisionniste », initiée par Stephen Cohen et Moshe Lewin, conteste le principe d'une domination totale de la société et du monolithisme du régime en montrant que le jeu des forces sociales n'avait jamais disparu d'URSS. Les polémiques redoublent dans la deuxième moitié des années 1970 en relation avec la poussée néolibérale et l'émergence de la « nouvelle gauche », toutes deux antimarxistes, puis elles rebondissent après l'effondrement de l'URSS à la suite de la parution en 1995 des ouvrages de François Furet (*Le Passé d'une illusion*), et de Martin Malia (*La Tragédie*

1. Cité par Claude Lefort, « La Logique totalitaire » (1981), *Le Totalitarisme. Le XX^e siècle en débat, textes choisis et présentés par Enzo Traverso*, Seuil, Paris, 2001, p. 718.

soviétique), tous deux d'inspiration libérale. Mais, le concept, déjà très contesté, avait été affaibli par la fin brutale des régimes communistes dont la fragilité structurelle est alors mise en lumière. Une série de publications très argumentées relativise la portée d'un concept, inopérant pour expliquer la dégénérescence des États communistes et leur disparition, même si sa pertinence n'est pas remise en cause moyennant certaines conditions [Nicolas Werth, 1996; Marc Ferro, 1999; Michel Dreyfus, 2000; Enzo Traverso, 2001]. Quelques années plus tard, Andrea Graziosi propose un recadrage chronologique radical en qualifiant le régime de Staline d'« État violent et primitif » [Graziosi, 2010], car, selon lui, le concept de totalitarisme n'est applicable qu'à un système politique autoritaire « en cours de modernisation ». La réflexion a été récemment relancée par Bernard Bruneteau [2010] et Marcel Gauchet [2010], auteur d'une grande synthèse historique sur les totalitarismes qu'il définit comme des « religions séculières ». Cette assimilation du communisme au fait religieux relance une thématique apparue aux lendemains de la révolution bolchevik, mais peu explorée par les historiens. Cette interprétation illustre également à quel degré la question du totalitarisme pèse sur toute l'historiographie du communisme et l'a ouverte aux influences d'autres disciplines, en premier lieu la philosophie.

En 1920, le philosophe britannique Bertrand Russell, de retour d'un séjour en Russie, estime que le bolchevisme est une nouvelle religion qui « combine les caractéristiques de la Révolution française avec celles de la montée de l'islam ». Dans les années 1930, apparaît le concept de « religion séculière » défendu en particulier par Raymond Aron et Jacques Maritain. En 1948, Karl Popper classe le marxisme dans la catégorie des croyances irréfutables, qui se caractérise par « la persistance de superstitions assez anciennes ». On trouve d'ailleurs des traces de cette assimilation du communisme au fait religieux jusque dans la mouvance communiste elle-même, puisque le dirigeant communiste italien, Antonio Gramsci, semble admettre la dimension religieuse du communisme. En 1916, il définissait le socialisme comme une religion « dans le sens où elle a aussi sa foi, ses mystiques, ses pratiquants. » Et, il ajoutait : « C'est une religion parce qu'elle a remplacé dans les consciences le Dieu transcendantal des catholiques par la confiance en l'homme et ses

meilleures énergies comme seule réalité spirituelle¹. » Il est probable qu'il conserve la même conviction au sujet du communisme, car ses écrits ultérieurs sur la religion ne remettent pas en cause celui de 1916. Sous un angle différent, Hô Chi Minh, à la fin de sa vie, comparait le marxisme-léninisme à « une foi, un évangile ». Toutefois, si le communisme a bien été la grande foi du XX^e siècle, il n'est pas réductible à la seule religion, ni à une « matrice ecclésiale » [Bernard Pudal, 2009], car la croyance dont il est porteur « va se combiner avec l'accaparement de positions de pouvoir dans une société disloquée par la révolution » et engendrer un « processus de bureaucratisation » de nature essentiellement politique². Ce constat revient à admettre le caractère foncièrement composite du phénomène communiste.

Les thèses sur la nature du communisme ne se sont pas limitées au seul totalitarisme, car d'autres interprétations du régime soviétique ont été défendues à partir de l'entre-deux-guerres. Ces systèmes explicatifs du bolchevisme et du stalinisme, non exclusifs l'un de l'autre et parfois complémentaires de l'explication totalitaire, se sont affirmés de manière inégalement durable : l'asiatisme (Jacques Bainville), la greffe occidentaliste (Curzio Malaparte), la militarisation (Cornelius Castoriadis), la bureaucratisation (Trotski, Souvarine, James Burnham, Claude Lefort, Marc Ferro). C'est cette dernière thèse, née dès les années 1920, qui a eu le plus d'impact jusqu'à nos jours. Dans les années 1990, François Furet et Martin Malia considéraient que le communisme soviétique avait été foncièrement inconsistant, reposant sur une « illusion », selon le premier, ou une « utopie », selon le second. Dans la même période, Claude Lefort, réfutant ces deux explications, proposait une synthèse explicative sur les origines et l'évolution de l'URSS qui, selon lui, résulterait de la confluence de deux sources opposées : « Le communisme est le produit d'une combinaison entre des éléments hétérogènes, des schèmes d'action et de pensée qui sont empruntés à la fois à la démocratie capitaliste et au despotisme séculaire russe³ ». Cette caractérisation du cas soviétique comme

1. Cité par Michael Lowy, « Marxisme et religion chez Antonio Gramsci », *Contretemps*, n° 12, février 2005.

2. Claude Lefort, « Le communisme, c'était d'abord le parti du nous », *L'Express*, 4 février 1999.

3. Claude Lefort, « Le communisme, c'était d'abord le parti du nous », *op. cit.*

« le résultat d'un alliage de contraires » est-il transposable à l'ensemble des partis communistes ?

La question de l'unité/ diversité du communisme fait partie des grandes controverses historiographiques, d'ailleurs interdépendantes de celle sur le totalitarisme. Ceux qui privilégient l'unicité fondamentale du communisme attribuent un rôle déterminant à la doctrine, à l'idéologie, à l'organisation du parti-État et à la prégnance des pratiques terroristes et criminelles [Stéphane Courtois, 1997]. Ceux qui contestent le caractère essentiellement homogène du phénomène communiste estiment qu'il mêle singularité et pluralité, justifiant ainsi sa caractérisation plurielle. Dans cette confrontation communisme/ communismes, l'évolution des recherches sur l'Europe de l'Est de 1945 à 1989 a montré une diversité de situations et de trajectoires plus grande qu'il ne semblait *a priori* [Faure Justine et Kott Sandrine, 2011 ; Jean-François Soulet, 1996 et 2011]. Depuis les années 1990, les études portant sur des régimes communistes particuliers vont également dans ce sens [Laurent Gervereau et Yves Tomic, 1998 ; Jean-Luc Domenach, 2011 ; Céline Marangé, 2012], ainsi que les rares travaux portant sur un ensemble régional autre que l'Europe de l'Est [José Gotovitch, 1992 ; Alberto Pla, 1999]. Ces dernières approches touchent à la dimension internationale du communisme, dominée par la question de la politique extérieure soviétique.

Dans l'histoire des relations internationales, le cas soviétique a longtemps fait l'objet de deux interprétations historiographiques [Jacques Levesque, *Communisme*, 1997] : l'une qui analysait la politique extérieure de l'URSS comme foncièrement « réaliste », l'autre comme répondant surtout à des motivations idéologiques. Depuis les années 1990, une nouvelle génération d'historiens a montré pour la période de l'entre-deux-guerres, d'une part son caractère complexe, tout à la fois rationnelle et empreinte d'idéologie [Sophie Cœuré et Sabine Dullin, 2003], et d'autre part, l'importance du facteur militaire, surtout dans sa dimension stratégique [Frédéric Dessberg, 2009 ; Gabriel Gorodetsky, 2000 ; Oleg Ken, *Communisme*, 2003]. À la même époque, Mikhaïl Narinski a mis en évidence, des années 1930 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la subordination de la stratégie du Komintern, et tout particulièrement du PCF, aux intérêts internationaux et stratégiques de l'URSS selon une logique plus « réaliste » qu'idéologique. Cette évolution historiographique récente